

ANALYSE
FINANCITÉ

AUTEUR
LAURENT D'ALTOE



EXTRÊME DROITE ET ÉCONOMIE : TOUT ET SON CONTRAIRE

MARS 2025

Financité

Il n'est pas toujours aisé de cerner avec précision les objectifs de l'extrême droite en matière d'économie et de finance. Cette analyse passe en revue différentes initiatives de partis d'extrême droite en Europe pour comprendre leur positionnement sur la finance et l'économie.

En quelques mots :

- La difficulté de cerner avec précision les objectifs de l'extrême droite en matière d'économie et de finance tient en deux éléments : son absence de vision claire sur ces matières et la multiplicité des formes que peut prendre l'extrême droite européenne.
- Les contradictions et les approximations des formations extrémistes sur ces sujets démontrent, d'une part, un manque de connaissance évident et, d'autre part, un opportunisme de tous les instants.
- Ces partis proposent des « solutions » simples à des problèmes complexes.

Mots clés liés à cette analyse : système économique, système financier

Introduction

Il y eut les régimes d'extrême droite incarnés par les fascismes historiques des années vingt, trente et quarante. Ces derniers ont développé des visions économiques et financières liées au contexte de crise économique et de montée des nationalismes.

Citons pêle-mêle le corporatisme mussolinien, l'économie de guerre du nazisme ou encore les économies autarciques du Portugal de Salazar ou de l'Espagne de Franco.

Il est difficile, aujourd'hui d'établir des liens systémiques avec les extrêmes droites modernes, tant le paysage de ces extrémismes demeure aujourd'hui éclaté.

Cependant, le protectionnisme et la méfiance envers les organismes de régulation internationaux (ONU, UE, OMC, etc) demeurent bien présents. Mais un élément important vient encore brouiller davantage les cartes : la recherche à la fois de « *respectabilité* » de ces partis et leur entrée progressive dans les différents gouvernements aux quatre coins de la planète.

Cette « *normalisation* » a amené les visions pro-libérales dures de ces extrêmes à se cacher derrière de faux habits sociaux, sous prétexte de parler « *pour le peuple* ». Ce grand écart amène le plus souvent les partis extrémistes de droite à réaliser d'improbables programmes qui, comme nous allons le voir, amènent leurs lots de contradictions idéologiques flagrantes et ce, au détriment de leur crédibilité en ces matières.

1 Quelques points de programme

La plupart de ces partis prônent la « transparence » contre la « corruption et la fraude »¹. « Il y a beaucoup d'économies à faire dans la dépense publique, la fraude en est un(e) », a déclaré en juin 2024 le président du Rassemblement nationale (RN), Jordan Bardella, devant un parterre de patrons réunis à Paris par le Medef².

Cependant, ces formations sont parfois elles-mêmes dans le collimateur de la justice pour certaines affaires supposées de malversations financières³.

Une chose apparaît en tout cas clairement : les groupes extrémistes de droite se sont actuellement éloignés de la vieille rhétorique du « capitalisme international apatride »⁴ pour se rapprocher de certains cercles financiers plutôt conciliants, notamment en France.

L'Humanité résume cette vision avec deux citations : « *L'enjeu, pour la formation d'extrême droite (RN, ndlr), est de gagner en crédibilité économique, pour paraître prête à gouverner avec les élites économiques. "Ce qui est frappant, c'est à quel point ils s'y prennent à l'avance, pour montrer une capacité de dialogue avec le patronat", s'étonne Bruno Cautrès, politologue au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po, ndlr) "Séduire les milieux d'affaires, au-delà de l'empire Bolloré, fait aussi partie de leur bataille culturelle. Ils espèrent en profiter en étant davantage invités dans les médias, voire soutenus par des éditocrates", ajoute le sociologue Ugo Palheta.* »⁵

Cette volonté de s'attirer les bonnes grâces des milieux d'affaires rentre en contradiction avec la façade de « défenseurs du petit peuple » que l'extrême droite entend valoriser.

En guise d'illustration, on constate que le RN, après avoir crié haut et fort qu'il

1 In « Les Echos », 20/06/2024: <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives/legislatives-2024-bardella-et-attal-comptent-sur-la-lutte-contre-la-fraude-pour-financer-leur-programme-2102901>

2 In « Les Echos », 20/06/2024 : <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives/legislatives-2024-bardella-et-attal-comptent-sur-la-lutte-contre-la-fraude-pour-financer-leur-programme-2102901>

3 Voir à ce sujet : https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/10/17/au-proces-des-assistants-parlementaires-du-fn-marine-le-pen-savoure-les-erreurs-du-parlement-europeen_6353936_823448.html

4 Voir à ce sujet : <https://aidememoire.be/archive/aide-memoire/aide-memoire-85/la-vision-complotiste-de-l-extreme-droite.html>

5 In « L'Humanité », 10/05/2024 : <https://www.humanite.fr/politique/extreme-droite/entre-lextrême-droite-et-patronat-les-premices-dune-romance-mortifère>

La volonté
d'attirer les
milieux
d'affaires
rentre en
contradiction
avec la façade
de défense du
petit peuple.

voulait ramener l'âge de la retraite de 64 à 60 ans, a finalement décidé que cette mesure ne s'appliquerait qu'aux personnes ayant travaillé au moins 40 ans et ayant commencé leur vie professionnelle à ... moins de 20 ans.

Dans notre pays, le Vlaams Belang (VB) n'échappe pas à ces contradictions. Tout en affirmant défendre le pouvoir d'achat des « petites gens », il votera, en 2017 au Parlement fédéral en faveur du durcissement de la loi sur la compétitivité.

« Il s'agit de la fameuse loi de 1996/2017 que les syndicats combattent et qui va geler les salaires en 2023-2024. Avant 2017, la limitation des hausses de salaire était indicative (on pouvait la dépasser). En 2017, le Parlement belge l'a rendue contraignante. Le VB a voté pour ce durcissement avec le reste de la droite ». ⁶

Même topo concernant la proposition européenne de créer une « autorité fiscale » européenne visant à favoriser l'harmonisation des régimes nationaux entre les Etats membres : le VB votera contre. Tout comme il votera contre l'établissement d'une liste noire des paradis fiscaux au sein de l'Union européenne. ⁷

Quant aux pensions, le VB joue encore une fois les (mauvais) équilibristes : « Si le VB se prononce pour une pension minimum à 1.500€ à 65 ans (avec une carrière complète), c'est dans le cadre d'un système de pension à points où seules les heures effectivement prestées seraient valorisées (et non les heures de maladie, de congés parentaux, de crédits-temps, de chômage...) » ⁸, rapporte la CSC.

Difficile après ces constats de voir en ces formations les défenderesses des intérêts des plus modestes...

2 C'est au pied du mur...

Les programmes, c'est une chose, mais encore faut-il pouvoir les mettre en action une fois arrivé au pouvoir. A ce titre, il est intéressant de voir comment certains de ces partis ont négocié sur le terrain la mise en œuvre de leurs politiques économiques et financières.

Depuis l'automne 2022, l'Italie, pour ne reprendre que ce cas, est gouvernée par l'extrême droite de Giorgia Meloni (Fratelli D'Italia). Cette dernière avait mené campagne sur des thèmes économiques et fiscaux qui revêtaient les apparences de

6 In Lava Média, 13/06/2023 : <https://lavamedia.be/fr/lextrême-droite-et-ses-votes-antisociaux-30-exemples/>

7 Voir à ce sujet : <https://www.rtf.be/article/paradis-fiscaux-vote-a-l-unanimité-comment-les-eurodeputés-belges-ont-ils-vote-en-matière-de-fiscalité-10540461>

8 Article de la CSC, 28/05/2024 : <https://www.lacsc.be/page-dactualites/2024/05/28/le-verniss-social-de-l-extreme-droite>

Une fois au pouvoir, il a fallu rassurer les marchés.

mesures sociales : réduction d'impôts, politiques familiales plus généreuses, limitation des prix de l'énergie, retour à la retraite à 60 ans (contre 67 ans actuellement) ...

Mais une fois au pouvoir, il a fallu rassurer les marchés : « Au final, son programme économique s'inscrit dans la lignée de celui de son prédécesseur Mario Draghi. Soit une politique néolibérale classique fondée sur des baisses d'impôts », note Forbes.⁹

Fort bien, mais le problème est que ce gouvernement italien s'est souvenu par la suite d'une règle élémentaire : baisser la fiscalité pour les particuliers et les entreprises nécessite de rééquilibrer par d'autres moyens la balance recettes/dépenses.

Pas de problème pour Giorgia Meloni : on va sabrer dans les mesures sociales.

En 2023, elle saborde, le « revenu de citoyenneté » (que l'on peut comparer au Revenu d'intégration social belge) et le remplace par une allocation sous condition. Et s'il est vrai que le coût de cette mesure (8 milliards d'euros par an) était important, il avait quand même permis à des millions de gens d'échapper à la précarité : « *En 2022, il a bénéficié à 1,6 million de foyers représentant près de quatre millions de personnes, principalement dans le Sud du pays, pour une allocation moyenne de 550 euros, selon l'organisme de sécurité sociale INPS* », justifie le journal Le Temps¹⁰. Une mesure de remplacement a vu le jour, mais celle-ci est plus restrictive : ce chèque d'inclusion sera réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, de mineur·e·s ou de plus de 60 ans...

Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite, on peut lui dire *arrivederci*. A part quelques exceptions pour les mères de famille, les conditions d'accès en ont plutôt été durcies.

Faut-il préciser que ces mesures sont plutôt bien vues par le patronat transalpin qui voit là une occasion de baisser sa fiscalité et, de surcroît, d'augmenter la flexibilité du marché du travail en embauchant les exclu·e·s du nouveau programme à des conditions salariales minimales ?

Notons, avec une ironie amère, que si l'extrême droite met malgré tout en place une mesure sociale, cette dernière n'est jamais exempte d'arrière-pensées.

Ainsi, lorsque l'extrême droite polonaise au pouvoir (De 2015 à 2023), le parti

⁹ In « Forbes magazine », 11/07/2024. <https://www.forbes.fr/business/hongrie-italie-pologne-quon-fait-les-gouvernements-dextreme-droite-en-matiere-deconomie/>

¹⁰ In « Le Temps », 10/06/2023. https://www.letemps.ch/monde/litalie-renonce-revenu-citoyennete?srsId=AfmBOorv6qDhGZUZp4J-Tqa-WBXeYI3_76F8RRS8BsY5c977nwrUNDO-

d'extrême droite Droit et Justice (PiS)) a instauré un programme nommé « 500 + », le versement d'une allocation de 500 zlotys (115 euros) pour chaque nouvel enfant dans les familles polonaises ; les couches plus modestes de la population ont bien accueilli la mesure. Mais cette initiative sert surtout une politique nataliste rétrograde qui vise à maintenir, contre paiement, la femme dans son rôle de ménagère et de mère. Une vision sociétale que l'on retrouve par ailleurs au sein de l'Eglise catholique polonaise.

Et donc...

Ces quelques illustrations montrent que derrière un discours social, l'extrême droite européenne, sous ses différentes formes, reste attachée à un modèle économique, financier et fiscal ultralibéral, voire illibéral¹¹, qui profite essentiellement aux classes aisées.

S'il fallait encore illustrer ce triste propos, les accointances récentes entre l'extrême droite et l'administration Trump (cf. le récent soutien d'Elon Musk au parti d'extrême droite allemand Afd) prouvent que c'est bien l'économie de et pour quelques-un·e·s qui prévaut.

Une récente communication du syndicat français CGT résume bien l'optique économique de ces mouvements : « Sous un discours aux apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissant·e·s, au détriment des travailleuses et travailleurs, des personnes privées d'emploi et des retraité·e·s »¹².

Laurent d'Altoe
Mars 2025

11 On peut définir ce terme comme : « Un univers idéologique de droite qui estime que le libéralisme, entendu comme un projet politique centré sur la liberté individuelle et les droits humains, est allé trop loin. Ce rejet s'accompagne de positions politiques plus ou moins clairement établies, s'appuyant généralement sur le souverainisme et la défense de la majorité contre les minorités. La nation est conçue de façon homogène et les hiérarchies traditionnelles célébrées ». (« Le Monde », 06/09/2023).

12 Voir le tract sur le site suivant : https://www.cgt.fr/sites/default/files/2024-06/L%27extre%CC%82me%20droite%2C%20amie%20du%20capital%3Agrande%20imposture_0.pdf

Recommandations Financité

En lien avec cette analyse, le mémorandum Financité *« 52 propositions pour une finance au service de l'intérêt général, proche et adaptée aux citoyen·ne·s »*¹³ plaide pour.

Rendre la justice fiscale effective

Financité demande à l'autorité fédérale de mettre fin à l'impunité fiscale en mettant en œuvre les moyens utiles et nécessaires pour que l'ensemble des Belges soient traités de manière égale face à l'impôt et que la loi soit appliquée. Pour cela, Financité demande de réaliser l'ensemble des recommandations adoptées suite à la Commission d'enquête sur la fraude fiscale.

¹³ Mémorandum Financité 2024 / <https://www.financite.be/fr/news/decouvrez-notre-memorandum-en-vue-des-elections-2024>

A propos de Financité

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyen·ne·s et des acteurs sociaux se rassemblent au sein de Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

L'asbl Financité est reconnue par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.